

Mémoire aux fins de la consultation prébudgétaire en vue du budget de 2019

**Présenté par l'Association canadienne des foires et
expositions**

RECOMMANDATIONS

1. Que le gouvernement reconnaisse les foires et expositions comme événements culturels et patrimoniaux et modifie les subventions aux festivals de Patrimoine canadien pour que les foires et expositions y soient admissibles.
2. Que le gouvernement accorde, sur quatre ans, 10 millions de dollars du Partenariat canadien pour l'agriculture aux projets sur l'éducation agricole, la sécurité et la biosécurité, le bien-être des animaux et la mobilisation communautaire présentés lors de foires et expositions canadiennes.
3. Que le gouvernement finance, de l'ordre de 1 million de dollars, la réalisation d'une enquête nationale sur les retombées socioéconomiques des foires et expositions canadiennes.
4. Que le gouvernement crée un programme de financement, de 20 millions de dollars annuellement, qui favorisera l'essor des foires, expositions et événements ayant le potentiel de stimuler le tourisme et l'activité économique.
5. Que le gouvernement exempte les foires, expositions et événements des dispositions du projet de loi S-228 eu égard à la commandite.

CONTEXTE

Depuis 1924, l'Association canadienne des foires et expositions (ACFE) représente près de 800 foires et expositions partout au Canada. Ces événements ont des tailles différentes, allant des foires d'une journée en milieu rural à des expositions de 14 jours en région urbaine. Ce sont 35 millions de personnes qui visitent annuellement ces événements.

L'ACFE est un organisme de bienfaisance national qui se consacre à soutenir les foires et expositions. Pour ce faire, elle crée des programmes, des ressources et des services, forme des partenariats avec des intervenants clés, incite la collaboration et l'innovation et augmente collectivement la sensibilisation envers l'industrie, ainsi que son profil.

La majorité de nos événements ont lieu depuis des décennies. Ils ont donc des racines culturelles profondes, en plus de représenter une tradition dans les collectivités. Des générations de familles y participent à titre de bénévoles, de participants ou de visiteurs.

- 89 % des visiteurs lors de foires conviennent qu'il s'agit d'une réunion mondaine importante pour la collectivité¹;
- 94 % des visiteurs conviennent que ces événements sont importants pour les traditions canadiennes²;
- 88 % des visiteurs conviennent que ces événements améliorent la qualité de vie des personnes vivant en région³.

Souvent, il s'agit de l'événement annuel qui regroupe l'ensemble de la collectivité et qui est un facteur stimulant l'économie, dont les répercussions économiques dans la région atteignent, en moyenne, 17,2 millions de dollars par foire. À elles seules, les petites foires représentent, en moyenne, 750 000 \$, un énorme coup de pouce pour les affaires dans une petite ville⁴.

La force de nos événements s'appuie sur une expérience riche et créative, à laquelle s'ajoutent des innovations modernes et des activités éducatives et divertissantes. Depuis des décennies, nos événements sont à l'avant-plan de l'innovation technologique et des échanges éducatifs, puisqu'il s'agissait, dans le passé, d'un des seuls endroits où il était possible d'obtenir cette information. De nombreuses personnes ont vu leur premier téléviseur ou tourne-disque à une foire locale. Aujourd'hui, même si les gens ont d'autres sources d'information, cela n'empêche pas nos événements d'offrir des possibilités éducatives exceptionnelles, surtout en ce qui a trait à la technologie, à l'agriculture et au mode de vie sain. Plus de 50 % des gens affirment que le volet éducatif de nos événements agrmente leur visite. Parmi les principales raisons éducatives incitant les gens à visiter une foire, nommons l'alimentation saine, la salubrité des aliments, la cuisine et la préparation d'aliments, ainsi que l'agriculture et les pratiques agricoles⁵.

¹ Étude de l'ACFE sur les avantages économiques, 2008.

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*.

⁵ *Ibidem*.

Enfin, il s'agit des rares événements qui proposent des expériences réelles et authentiques dans le cadre desquelles des enfants et des familles sortent de la maison pour faire une activité, que ce soit, par exemple, le fait de s'amuser dans des manèges, de visiter des animaux ou de jouer à des jeux.

RECOMMANDATIONS

- 1. Que le gouvernement reconnaisse les foires et expositions comme événements culturels et patrimoniaux et modifie les subventions aux festivals de Patrimoine canadien pour que les foires et expositions y soient admissibles.**

Même si nous comprenons la nécessité de fixer une structure claire et des limites pour ce qui est des possibilités de subventions et de financement offertes par le ministère du Patrimoine canadien, trop souvent, le financement auquel pourraient être admissibles les foires et expositions est restreint dans leur cas. Prenons l'exemple du financement des festivals. Tandis que certaines foires réussissent à recevoir des fonds, on considère souvent les foires comme des événements qui manquent d'activités locales ou qui ne représentent pas suffisamment d'activités artistiques lors des événements, même si, comme nous l'expliquons ci-dessus, il s'agit parfois des seuls événements où les arts locaux sont mis en vedette, et ces foires sont certains des plus vieux événements patrimoniaux du Canada.

De plus, nombre d'organismes se voient refuser le financement des infrastructures, car ceux-ci louent les terrains au lieu d'en être propriétaires. Ces organismes ont des baux d'une durée de plusieurs décennies avec les propriétaires des terrains, et sont chargés de l'entretien des bâtiments. Malgré tout, ils n'ont pas droit au financement.

Nos événements permettent de réunir une variété de talents, d'expériences et d'innovations canadiens; ils appuient les artistes, favorisent l'innovation et stimulent notre compétitivité. Parmi certains exemples, mentionnons le concours « Rising Star Talent Competition » lors de l'Exposition nationale canadienne, les innombrables concours d'artisanat lors des foires plus petites, les festivals gastronomiques, les expositions d'artisans et plusieurs autres. Cependant, nous n'avons pas réussi à faire reconnaître les foires comme des organismes culturels et patrimoniaux. Trop souvent, les foires sont classées parmi les foires agricoles, qui ne présentent que des concours d'animaux ou, peut-être, des manèges. La majorité de nos événements ont été diversifiés et élargis, afin de tenir compte de la vie et de l'époque actuelles. Il est donc essentiel qu'ils soient reconnus comme des institutions patrimoniales pour assurer leur survie. C'est pourquoi nous exhortons le gouvernement à considérer les foires et expositions comme des institutions patrimoniales cruciales et à modifier les subventions de Patrimoine canadien (Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine, Fonds du Canada pour la présentation des arts, Fonds du Canada pour l'investissement en culture) pour que les foires et expositions y soient admissibles.

- 2. Que le gouvernement accorde, sur quatre ans, 10 millions de dollars du Partenariat canadien pour l'agriculture (PCA) aux projets sur l'éducation agricole, la sécurité et la biosécurité, le bien-être des animaux et la mobilisation communautaire présentés lors de foires et expositions canadiennes.**

Les foires et expositions du Canada attirent, chaque année, 35 millions de visiteurs et trouvent leurs racines dans le monde agricole. Plusieurs d'entre elles organisent, à ce jour, des concours d'animaux et des expositions de récoltes et font partie des quelques endroits où la vie urbaine et la vie rurale se côtoient étroitement (p. ex. le Stampede de Calgary et l'Exposition nationale canadienne). Il s'agit là d'excellentes occasions pour le gouvernement fédéral de renseigner le public sur la compétitivité agricole. Le PCA se consacre à développer les marchés, stimuler une croissance viable et novatrice et promouvoir un secteur dynamique. Or, aucun financement n'a été accordé aux foires et expositions qui contribuent sans contredit à chacun de ces buts.

L'ACFE distribuerait ces 10 millions de dollars aux avant-projets proposant des possibilités éducatives sur les percées dans le domaine agricole s'alignant sur la mission du PCA et d'autres enjeux clés du secteur (soins aux animaux, nutrition, mode de vie des animaux, OGM, etc.). Ce financement aiderait le marketing agricole à rayonner tant dans les grandes villes que dans les petits villages, ce qui est, de loin, la meilleure façon de stimuler la compétitivité agricole et de promouvoir les produits d'ici. Il serait également possible de bien informer le public sur des initiatives ministérielles clés, comme la réglementation sur le cannabis et les changements réglementaires en matière de traçabilité, afin d'améliorer l'efficacité et, par conséquent, la compétitivité de ces programmes.

- 3. Que le gouvernement finance, de l'ordre de 1 million de dollars, la réalisation d'une enquête nationale approfondie sur les retombées socioéconomiques des foires et expositions au Canada.**

Une enquête sur les retombées économiques doit avoir lieu de toute urgence pour que nous puissions comprendre la valeur du secteur des foires, qui rejoint le patrimoine, le tourisme et l'agriculture, et cibler nos forces et nos faiblesses dans le but d'accroître notre compétitivité. La dernière enquête remonte à plus de dix ans déjà, et si elle fournit des données importantes, elle est dépassée et ne nous permet pas de voir si, aujourd'hui, nos foires et expositions se développent, continuent d'atteindre leur but et restent une source concurrentielle de contribution économique.

L'enquête de 2008 a révélé que nos événements contribuent à l'économie pour une somme de 1 milliard de dollars par année et que les dépenses liées aux foires soutiennent 10 700 emplois à l'année dans de nombreux secteurs. De plus, nos événements génèrent, annuellement, 211 millions de dollars en impôts fédéraux et provinciaux et en taxes municipales. Il ne fait aucun doute que le secteur canadien des foires a une incidence importante sur la compétitivité du Canada, notamment en matière de tourisme : 59,6 % des gens de l'extérieur qui assistent à nos événements affirment qu'ils reviendront « très probablement » passer des vacances dans la région grâce à leur expérience lors d'une foire. Qui plus est, en moyenne 29,3 % des touristes d'une région y sont attirés par nos foires.

Or, répétons-le, ces chiffres sont tirés de l'enquête de 2008. Pour que nous puissions évaluer nos retombées actuelles et cerner les possibilités de croissance, une nouvelle enquête nationale est de mise.

4. Que le gouvernement crée un programme de financement, de l'ordre de 20 millions de dollars par année, qui favorisera l'essor des foires, expositions et événements ayant le potentiel de stimuler le tourisme et l'activité économique.

Les foires, festivals et événements contribuent, directement et indirectement, à l'économie nationale grâce aux ventes générées lors des événements et aux activités connexes : séjours à l'hôtel, repas aux restaurants, achats de souvenirs, etc. À elles seules, les foires et expositions versent annuellement 97 millions de dollars en impôts fédéraux et génèrent des retombées économiques globales annuelles de 1 milliard de dollars⁶.

Cependant, il existe peu ou pas de programmes fédéraux pour financer ces événements. Si le gouvernement fédéral finançait nos événements, stimulant ainsi la croissance du secteur touristique et l'activité économique, les retombées économiques s'en verraient accrues, entraînant, par le fait même, une hausse des impôts versés et des retombées annuelles à l'échelle locale. Nous pourrions ainsi viser de nouveaux marchés canadiens et internationaux et attirer de nouveaux visiteurs.

Par ailleurs, une portion de ce financement devrait être injecté dans un programme incitatif pour l'embauche de prestataires de services canadiens (artistes, concessionnaires, fournisseurs) lors de ces événements afin de stimuler l'économie nationale, d'appuyer les entreprises d'ici et de les aider à croître tout en subventionnant les événements.

5. Que le gouvernement exempte les foires, expositions et événements des dispositions du projet de loi S-228 (*Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues [interdiction de faire de la publicité d'aliments et de boissons s'adressant aux enfants]*) eu égard à la commandite.

De nombreuses foires et expositions dépendent énormément des entreprises, commanditaires et sociétés locaux pour assurer la pérennité de leurs activités de développement de la collectivité. Le projet de loi S-228 pourrait affecter leur secteur et, par le fait même, l'aide qu'ils apportent à nos événements. Dans des centaines de petites collectivités, souvent rurales et éloignées, les foires doivent travailler très dur pour poursuivre leurs activités, malgré une baisse de recettes et des défis logistiques constants. Sans l'appui du secteur privé, qui apporte aussi son aide à d'autres événements, comme des événements sportifs qui, eux, seront exemptés du projet de loi S-228 et de ses règlements connexes, ces collectivités ne pourront fort probablement pas organiser leurs foires ou expositions. Souvent, les foires et expositions sont l'une des rares activités communautaires qui stimulent annuellement l'économie locale.

⁶ Étude de l'ACFE sur les avantages économiques, 2008.

Notre organisation croit que nos événements devraient être exemptés du projet de loi S-228, car nous avons une incidence extrêmement positive sur le tourisme, l'économie et la culture canadienne. D'abord et avant tout, les gens visitent les foires pour apprendre à améliorer leur alimentation; l'éducation est donc un volet important de nos événements.

CONCLUSION

Notre secteur a besoin de financement accru parce que les foires et expositions prospères doivent s'adapter au paysage évolutif si elles veulent rester concurrentielles. Puisque nous sommes un organisme caritatif de service, nous recevons un financement de base limité. Tout comme les organisations dans l'industrie culturelle et créative, un financement accru, découlant des recommandations ci-dessus, nous permettrait d'assurer la sécurité et la stabilité de l'organisme pour qu'il puisse combler les besoins de son industrie, et prendre de l'expansion. Cela permettrait également à chaque événement de prendre de l'ampleur et de croître dans un marché concurrentiel, avec des retombées qui bénéficieraient à tout le pays.

L'Association canadienne des foires et expositions est disposée à témoigner devant le Comité des finances.